

## Nous traversons une crise de l'itinérance sans précédent. L'hiver et l'inaction d'Ottawa ne feront qu'empirer les choses. C'est le temps d'agir.

En cette Journée mondiale de l'itinérance, Geoff Stewart, président de la Fédération canadienne des municipalités (FCM), appelle à des solutions concrètes et tangibles pour lutter contre une crise de l'itinérance sans précédent.

Avec l'hiver à nos portes, les municipalités sont sur le pied d'alerte devant l'urgence d'une crise que nous connaissons malheureusement trop bien. L'itinérance, combinée aux rudes conditions hivernales, est extrêmement difficile pour les personnes les plus vulnérables, et elle pousse les municipalités au-delà de leurs capacités et ressources, car elles doivent s'occuper de ce phénomène croissant.

L'itinérance n'est plus le propre des grandes villes du pays. Je suis le maire suppléant du comté rural de Colchester, en Nouvelle-Écosse, et j'ai constaté dans la dernière année une forte augmentation de personnes sans-abri au sein même de ma collectivité. Les campements de fortune sont maintenant monnaie courante dans maintes petites et moyennes villes.

La situation illustre la gravité de la crise du logement et de l'itinérance qui sévit actuellement. Avec les refuges qui se remplissent et les ressources communautaires exploitées à leur maximum, les failles de la stratégie du fédéral pour lutter contre l'itinérance sont mises en évidence. Ces failles sont décuplées en hiver, car les besoins deviennent encore plus pressants.

Le gouvernement fédéral doit aider les municipalités sans tarder à endiguer cette crise. En première ligne, les élues et élus municipaux font tout en leur pouvoir pour protéger les populations vulnérables, mais les ressources manquent et les conditions s'aggravent.

Partout au pays, les municipalités redoublent d'efforts pour trouver des solutions novatrices et ingénieuses, malgré de lourdes contraintes. Par exemple, Hamilton vient tout juste d'approuver l'ajout de 192 lits dans divers refuges et entend aménager un refuge temporaire de 80 places d'abord destiné aux couples. Et, afin de répondre à la demande grandissante, la Ville de Saskatoon ouvrira un refuge accessible en tout temps de 40 places au centre-ville, offrant des repas et des services de soutien.

Si la situation perdure, le Canada franchira le cap du demi-million de personnes en situation d'itinérance d'ici 2030. C'est presque toute la population du centre-ville de Vancouver ou de la ville de Québec. Et chacune de ces personnes devra affronter l'hiver.

Que pouvons-nous donc faire avant l'arrivée des grands froids?



Le programme fédéral Vers un chez-soi s'est avéré très efficace. Il fournit un financement continu pour subvenir aux besoins des personnes vulnérables et les aider à trouver un refuge d'urgence. Pourtant, même si le financement a été bonifié au budget fédéral 2024, les municipalités n'en ont toujours pas vu la couleur.

C'est d'autant plus frustrant qu'un montant de 250 millions de dollars a aussi été alloué au même budget pour aider à régler l'enjeu des campements. Une fois de plus, la population canadienne et les municipalités doivent prendre leur mal en patience pendant que les autres ordres de gouvernement se renvoient la balle.

Le temps presse. Beaucoup trop de personnes souffrent et meurent dans nos rues. Nous ne pouvons pas les abandonner. Il nous faut cet argent maintenant, sans quoi nous aurons échoué, en tant que société, à notre devoir de soutenir les personnes les plus vulnérables du pays.

Enfin, bien que le financement à court terme mentionné précédemment s'avère essentiel, ce n'est qu'une solution provisoire. Les municipalités doivent être mieux outillées pour s'attaquer réellement à l'itinérance et à ses causes. C'est pourquoi il faut instaurer un cadre de croissance municipale qui allouera aux collectivités une part plus équitable des fonds publics.

C'est uniquement avec de nouveaux fonds prévisibles que les municipalités pourront vraiment remédier aux problèmes qui comptent pour la population, comme mettre fin à l'itinérance. Sans cette nouvelle approche, nous ne pourrons pas briser le cycle des hivers rudes et des collectivités sous-financées.

Il ne s'agit pas uniquement d'un impératif moral; c'est un impératif économique et sociétal. Nous paierons le prix de l'inaction si nous ne nous attaquons pas de front à ce problème.

L'urgence est réelle, et trouver des solutions devrait l'être tout autant. Il est temps de prendre les mesures qui s'imposent. Des vies sont en jeu, cet hiver, et pour de nombreux autres hivers à venir.

## Geoff Stewart

Président de la FCM et maire suppléant du comté de Colchester, Nouvelle-Écosse